

CYRILLE WEINER

## LA FAC À L'ÉCOLE DU LIBÉRALISME

*Dans Etudiants, l'avenir à crédit, le documentariste Jean-Robert Viallet enquête sur le système éducatif mondial où, peu à peu, s'impose le modèle anglo-saxon : des universités obnubilées par la rentabilité et des étudiants condamnés à s'endetter pour décrocher leurs diplômes.*

Aux Etats-Unis, comme chacun sait, étudier coûte un bras. voire une jambe et un rein si on y regarde de plus près : en 2015, les frais moyens d'inscription à l'université s'y élevaient à... 17 385 dollars par an ! Oui, 17 385 dollars, soit l'équivalent de quatorze smics français. A moins d'être bien né, ou de décrocher une bourse formidablement généreuse, le futur diplômé n'a donc d'autre choix que de s'endetter jusqu'au cou, et



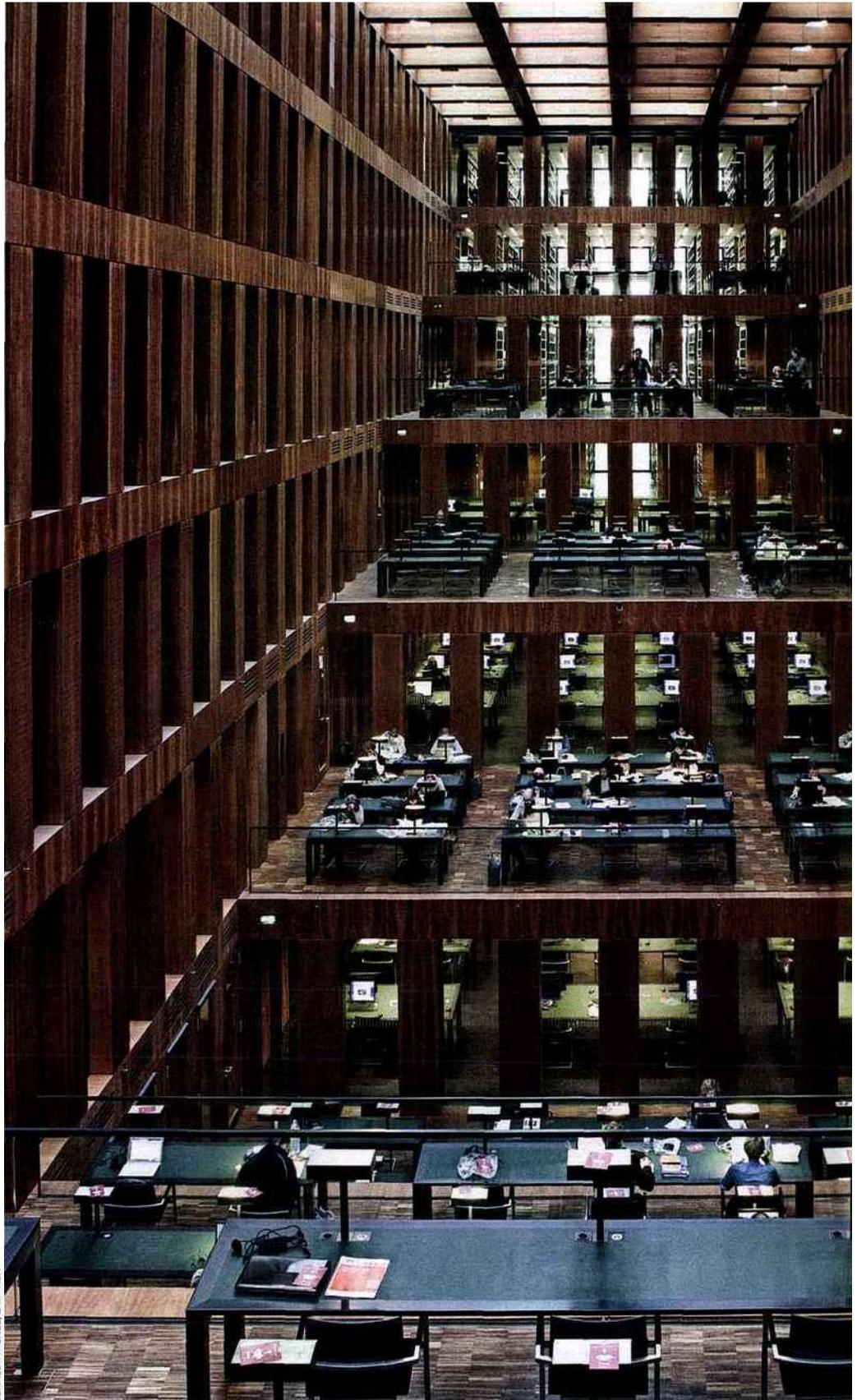
## DOCUMENTAIRE

sans doute à vie. Quarante millions d'Américains remboursent actuellement leur emprunt. Huit millions se trouvent en défaut de paiement. La dette étudiante du pays atteint la somme abyssale de 1300 milliards de dollars. Une épine grosse comme un pieu dans le pied de l'Oncle Sam.

De ce côté-ci de l'Atlantique, comme chacun sait, on ne badine pas avec la gratuité de l'enseignement supérieur et l'égalité des chances. Aucun risque que le Vieux Continent s'aventure franchement sur ce chemin cauchemardesque du payant, n'est-ce pas ? Nous nous trompons, assure Jean-Robert Viallet, l'auteur d'*Etudiants, l'avenir à crédit*, une impressionnante enquête sur les mutations du système éducatif mondial. Car, à l'en croire, le pli est déjà pris, « mais la transformation est si insidieuse que personne ne la voit vraiment ».

Jean-Robert Viallet (qui a réalisé, avec Christophe Nick, *La Mise à mort du travail*, en 2009) a d'ailleurs beaucoup tournicoté autour du sujet avant de saisir l'ampleur de la lame de fond. Il est d'abord intrigué par la multiplication des fusions de grandes écoles, par l'importance « ahurissante » prise par les palmarès universitaires, par la détermination de ces cohortes d'étudiants désireux d'intégrer les établissements les plus cotés... « En reliant toutes ces informations, j'ai peu à peu compris qu'il se passait quelque chose de fondamental pour l'enseignement supérieur. L'intuition est devenue conviction à force d'entendre des directeurs d'université parler du "marché global de l'étudiant". »

Le « marché global de l'étudiant » ? De treize millions dans les années 1960, le nombre d'étudiants dans le monde est passé à deux cents millions en 2015 – et devrait atteindre quatre cents millions d'ici à 2030. Soit un bassin gigantesque de « clients », disposés à « investir » des sommes folles pour décrocher le diplôme qui, espèrent-ils, leur assurera un avenir radieux. Dans le même temps, la dégradation des recettes publiques, du fait de la crise, a ouvert les vannes à l'opinion selon laquelle il serait plus juste de faire porter le poids des études aux familles plutôt qu'aux Etats. « Vous n'imaginez pas le nombre de directeurs d'universités qui soutiennent que les contribuables n'ont pas à payer la formation des étudiants puisque, plus tard, ce seront ces jeunes qui auront les meilleurs salaires ! » sourit Jean-Robert Viallet. Et voici comment s'installe



GERALD HAENE/LAIF-REA



## LE PRESTIGE SE PAIE CHER

C'est une scène désormais banale, filmée à Shanghai par Jean-Robert Viallet : une jeune femme s'entretient avec l'employé d'une agence qui place les étudiants au sein des grandes universités internationales. Sept cent mille jeunes Chinois étudient actuellement à l'étranger, c'est dire le marché colossal que constitue ce business. La future expatriée, elle, dispose de 168 000 euros. Elle veut savoir ce à quoi elle peut prétendre. L'homme consulte ses fichiers : « *Un doctorat à la London School of Economics, ce sera juste. Surtout si vous voulez vivre confortablement, louer un bel appartement, bien manger, vous amuser. Que voulez-vous,*

*plus c'est prestigieux, plus c'est cher ! Le University College de Londres, en revanche, coûte entre 25 000 et 28 000 euros par an...* »

Des dizaines d'entreprises à travers la Chine offrent ce type de services, proposant également une mise en contact avec un directeur de thèse. « *Le chef de cette agence m'a assuré que l'augmentation des frais de scolarité a peu d'effet sur la nouvelle classe sociale chinoise née de l'essor économique, rapporte Jean-Robert Viallet. Ils tiennent à envoyer leurs enfants aux Etats-Unis ou en Angleterre, quoi qu'il leur en coûte. Quant aux étudiants moins aisés, ils peuvent toujours faire des études en Allemagne ou en France.* »

L'université Humboldt de Berlin, comme toutes les facs allemandes, reste au service de l'étudiant, et non de l'économie.

l'idée que, puisque les études permettent de faire carrière, il revient à chaque étudiant de les financer.

La Grande-Bretagne, elle, franchit le Rubicon dès 1998, permettant à ses universités de fixer leurs frais d'inscription à 1 000 livres. Puis à près de 3 300 livres en 2010 et 9 000 livres en 2012. Ce faisant, de nouvelles valeurs influencent l'enseignement supérieur, fortement imprégnées de culture d'entreprise, tout acquises au principe de l'offre et de la demande. Il s'agit désormais de recruter les étudiants les plus fortunés, mais aussi les plus doués, aptes à faire briller l'établissement à coups de publications et à le faire grimper dans les classements, pour majorer encore le ticket d'entrée. Et plus grand monde ne fronce les sourcils lorsque l'enthousiaste président de l'université Paris-Saclay – dix-huit établissements d'enseignement supérieur (Polytechnique, HEC, Ecole normale supérieure...) et de recherche (Inra, CNRS...) regroupés en Ile-de-France – tient ce langage : « *Il faut inventer un modèle qui nous permette de challenger les universités de Tokyo, de Berkeley, de Copenhague. [...] Nous devons mieux faire connaître notre marque.* »

Bien sûr, il y a des résistances. Attachés à la gratuité, l'Allemagne, la Suède, le Danemark continuent mordicus de promouvoir une université au service de l'étudiant, et non de l'économie. Qui forme des hommes et des femmes capables de (re)penser notre monde pour l'améliorer, et non d'en être les rouages. La France, elle, n'a pas encore franchement basculé du côté anglo-

saxon, assure Jean-Robert Viallet, mais ça ne saurait tarder. « *Nous pensons être protégés parce que la fac est gratuite. Mais voyez Sciences Po et l'université Paris-Dauphine, ils imposent déjà des frais d'inscription. J'ai peu d'espoir que la France tienne longtemps le coup...* »

Et si le véritable dessein des idéologues du payant était justement d'endetter les étudiants ? C'est l'une des pistes les plus passionnantes suivies par Jean-Robert Viallet, pas homme, précisons-le, à s'abandonner à un anticapitalisme primaire. « *Force est de constater que le modèle américain produit des individus dont l'objectif principal n'est pas de réviser le système, mais de l'intégrer tel qu'il est pour le faire fonctionner. Parce que leur première préoccupation, c'est quand même de rembourser leur emprunt.* »

Viallet n'affirme pas pour autant que le système éducatif est victime d'un complot mondial minutieusement planifié. Il pense plutôt que la doctrine libérale imprègne si profondément notre époque qu'elle finit par tout transformer. « *Au fil de mes films, j'observe à quel point, depuis une trentaine d'années, le libéralisme déploie son ouvrage. La Mise à mort du travail se penchait sur les méthodes de management dans le monde de l'entreprise, La France en face sur la nouvelle répartition des classes sociales. Et je pense que pour les libéraux purs et durs, il est fondamental de dominer l'enseignement supérieur, ce lieu où se pense la critique. Parvenir à soumettre les étudiants par le biais de la dette, ne serait-ce point parachever l'œuvre néolibérale ?* » – **Marc Belpois**

**ART**  
Etudiants,  
l'avenir à crédit  
Mardi 20.50  
Arte